

ANIL RAZDAN

Ancien ministre de l'Énergie de l'Inde

Pour commencer, je dirais que ce que je vais vous dire ne se cantonne pas au débat sur l'énergie, mais concerne également l'environnement, car je pense qu'il s'agit là du vrai sujet et que nous ne serons pas capables de nous en sortir si nous nous en tenons à l'énergie. J'ai souvent dit que les pays en voie de développement, et les pays comme l'Inde, considèrent que les cinq principes couvrent à la fois le sujet de l'énergie et celui de l'environnement. Vous avez besoin d'Énergie, d'Équité, de protéger l'Environnement, d'Efficacité et d'Entrepreneuriat. Si vous n'avez pas ces cinq principes, les 5 « E », vous ne serez pas en mesure de lutter contre le problème.

L'autre bon slogan qui a fait son apparition avec le rapport de la Banque mondiale en 2010, c'est que nous avons besoin d'agir dès maintenant, d'agir ensemble, d'agir différemment et de le faire de façon intelligente. Nous avons entendu lors des débats d'hier avec le directeur de l'OCDE que nous sommes désormais entrés en collision avec l'environnement, il nous a suggéré de devenir structurels, sociaux, verts et institutionnels. Qu'est-ce qui nous en empêche ? Les pays en voie de développement pensent qu'il y a là une sorte d'entêtement de la part d'une partie du monde développé, qui refuse d'accepter le concept d'équité énergétique et environnementale.

Il y a une collision avec l'environnement, et si nous pensons qu'il s'agit d'un problème universel, nous devons comprendre que les fruits du développement doivent également être partagés équitablement. Cet entêtement et ce refus de se conformer aux obligations du protocole de Kyoto, de la CCNUCC, du plan d'action de Bali signifient que nous continuons de discuter lors de la 16e Conférence des Parties, de la 20e ou de toutes ces conférences qui seront organisées ; que la bureaucratie explose, que le transport aérien augmente – 17 000 personnes ont assisté à ces conférences ; et que personne ne sait vraiment ce qui ressort de ces discussions.

Si on observe le rapport de la Banque mondiale, on constate qu'un objectif à long terme des émissions par habitant convergeant vers une fourchette pourrait garantir qu'aucun pays n'est enfermé dans un part inéquitable des préoccupations atmosphériques. C'est la seule manière de nous éloigner de la guerre froide climatique actuelle. Nous sommes de fait engagés dans une guerre froide, avec deux camps qui ont décidé de faire obstruction aux mouvements du camp d'en face. Sauf à accepter le principe d'équité, il n'y aura pas d'avancée possible.

Sans aucun doute, les pays à revenus élevés devront réduire considérablement leur empreinte carbone pour atteindre des niveaux durables. Cet aspect est absolument fondamental. Les émissions cumulées de CO2 des pays à revenus élevés depuis 1850 s'élèvent à 64 % avec une population d'un milliard, celles des pays à revenus moyens s'élèvent à 34 % avec une population de 4,2 milliards et celles des pays à faibles revenus à seulement 2 % avec une population de 1,2 milliard. Ces chiffres attestent que les pauvres continueront d'être pauvres et que les inégalités augmentent et continueront de le faire sauf si nous agissons dès à présent.

Le sentiment se développe, déjà manifeste lors des discussions d'hier, que les pays à revenus élevés visent des objectifs à court terme tandis que les pays à revenus moyens et faibles visent des objectifs à long terme pour le développement et la réduction de la pauvreté. Les pays en voie de développement ont également le sentiment qu'un changement est en marche depuis les années 1990 et que l'équilibre des forces économiques évolue. Le monde développé veut peut-être empêcher le monde en développement d'accéder au devant de la scène, du moins les pays émergents. Malheureusement, les pays très pauvres ne sont rien, et ils continueront de répondre à toutes les normes environnementales, de durabilité de l'énergie, etc. tout simplement car ils ne fournissent aucune énergie à leurs habitants. Un rapport du Conseil mondial de l'énergie publié en 2011 et comparant les stratégies énergétiques montre que les pays comme le Népal se hissent en haut du classement en matière de durabilité environnementale car ils ne fournissent aucune énergie alors même que leur sol abrite d'immenses réserves.

Quelle est l'autre question qui a un impact sur le problème énergétique ? Les aides et la tarification appropriée de l'énergie. Les aides s'élevaient à environ 310 milliards de dollars dans les pays en voie de développement en 2007 rien que pour les produits pétroliers. Nous devons créer un climat dans lequel nous définissons des normes



différentielles pour savoir qui doit payer quoi. Au moment où vous excédez les limites de consommation de subsistance, vous devez payer un tarif très supérieur ; sinon, nous ne progresserons jamais. En Inde, nous expérimentons un système de transfert direct de liquidités pour les aides, par le biais de notre programme UID, qui vise à recenser chaque citoyen bénéficiaire dans le pays. Nous verrons si la réussite est au rendez-vous.

Où va un pays comme l'Inde, et à partir d'où ? Voici un petit aperçu. En mars-avril, nous avons environ 200 000 mégawatts connectés au réseau électrique, l'énergie hydroélectrique en représentait 39 000, le thermique 131 000, le nucléaire seulement 4 780 mais les énergies renouvelables, les nouvelles énergies renouvelables, ainsi que nous les désignons, représentaient environ 24 503 mégawatts, dont une bonne partie – 21 000, provenaient de sources privées, ce qui signifie que le secteur privé trouve judicieux d'investir dans ces domaines.

Comment est-ce possible ? Je l'attribue au plan d'action national du Premier ministre sur le changement climatique. Deux programmes sont particulièrement significatifs et méritent d'être évoqués ici. L'un d'eux est la mission nationale pour le renforcement de l'efficacité énergétique, qui cherche à réduire les émissions par l'intermédiaire d'une plus grande efficacité, et à créer des certificats d'efficacité énergétique négociables pour ceux qui dépassent les objectifs. Ceux qui ne les atteignent pas devront en revanche les acquérir. Malheureusement, le marché du carbone s'effondre.

L'autre mission nationale est la mission solaire. Celle-ci a également fourni du très bon travail. Nous prévoyons d'ajouter près de 30 000 mégawatts d'énergies renouvelables dans les cinq prochaines années. Là où le bât blesse, c'est que nous avons créé des structures de régulation par le biais de la politique, mais les régulateurs n'ont pas revu les tarifs, ce qui a plongé les entreprises de distribution dans un lourd endettement. La démocratie est parfois laborieuse, avec des pressions politiques sur les régulateurs, du populisme et cette nouvelle invention, la société civile, avec une opposition non pondérée et irresponsable qui réfute la mise en place d'un tarif réel pour l'énergie, et empêche également le lancement d'un nouveau réacteur nucléaire quasi construit, et avec lequel j'étais déjà associé en 1989.

Reste aussi le prix artificiel de l'électricité et de l'eau et, de fait, l'absence totale de prix pour l'eau. La politique est marquée par une incohérence flagrante. Il y a des pénuries de gaz et les tarifs du gaz naturel liquéfié explosent, avec 16 dollars proposés au Japon. Comment un pays en développement pourrait-il passer du charbon au gaz ? Il ne le peut pas. Le gaz de schiste offre de fait un peu d'espoir mais espérons toutefois que nous pourrions atteindre des prix inférieurs pour le gaz naturel liquéfié. La plupart des pays n'ont pas de plafond tarifaire et sans plafond, ils ne pourront pas passer à une gestion plus efficace ou à des combustibles plus propres. Tous les consommateurs ne sont pas équipés de compteurs, ce qui est pourtant un aspect préalable à la responsabilisation en matière d'énergie. L'Afrique du Sud recense un bon exemple de comptabilisation prépayée, mais celle-ci fait défaut dans la plupart des pays en voie de développement.

Nous avons voulu passer à une croissance bas carbone ou sans carbone pour la production d'électricité, conformément au plan prospectif en matière de technologies énergétiques que l'Agence internationale de l'énergie a présenté, mais Fukushima a bloqué de nombreuses initiatives.

Quels sont les éléments positifs ? Le mécanisme réglementaire en Inde a permis de mettre en avant une obligation d'achat d'énergies renouvelables, chaque société de distribution doit progressivement passer à 5-10 % d'achat d'énergies renouvelables. Les économistes confirment que le fardeau ne sera pas trop lourd. On assiste également à un mouvement très positif en faveur des technologies ultra critiques.

Compte tenu de ces questions, j'attirerai seulement votre attention sur un dernier aspect, le besoin pressant pour le secteur des transports de supprimer la consommation de combustibles liquides. La pollution du secteur des transports est celle qui affiche la croissance la plus rapide. Certes, tout pays en voie de développement, qu'il s'agisse de la Chine ou de l'Inde, aspire à passer de véhicules particuliers plus petits à des véhicules plus gros. Il faut mettre un terme à cette tendance, et des transports publics urbains rapides doivent être mis en place avant toute nouvelle urbanisation. Nous devons nous assurer que les gens ne s'habituent pas à acquérir des véhicules individuels. Car une fois qu'ils ont investi dans ces modes de transport, il est très difficile d'inverser la tendance. Nous avons des exemples de bus rapides, etc., mais intégrer des structures dans un foyer de peuplement ancien suscite de nombreux problèmes. Il faut commencer dès que commence l'urbanisation, développer des villes et des initiatives intelligentes. Et le moment



opportun pour le faire est maintenant. La chose la plus importante à ne pas oublier est que le monde développé doit fournir la trésorerie et les facteurs d'incitation pour que ces avancées se concrétisent, je peux vous certifier que sinon rien de tout cela ne deviendra réalité.